



**S.F.O.E.R.T.A.**

SYNDICAT FORCE OUVRIERE de l'ENSEIGNEMENT  
de la RECHERCHE et des TECHNIQUES AGRICOLES

B 413 – 78 rue de Varenne – 75349 PARIS 07 SP

01 49 55 43 53 – 01 49 55 81 42

email : [sfoerta@agriculture.gouv.fr](mailto:sfoerta@agriculture.gouv.fr) site internet : [www.sfoerta.fr](http://www.sfoerta.fr)

## **COMMUNIQUE :**

### **M. Bruno Le Maire, ministre de l'agriculture a reçu une délégation Force Ouvrière de l'enseignement agricole public le jeudi 2 juillet 2009**

Jeudi 2 juillet, sur son invitation, une délégation Force Ouvrière (SFOERTA et SNIAE-FO) s'est rendue auprès du Ministre de l'agriculture pour une audience bi-latérale.

Dès l'entrée en matière, le Ministre a affirmé son désir de discuter avec les organisations syndicales afin d'améliorer la situation de l'enseignement agricole et son souhait de redonner à cet enseignement toute la fierté et l'efficacité qu'il mérite. Il a insisté sur son attachement à l'enseignement public agricole. Il a défendu les réformes en cours (voie professionnelle, mastérisation) et a considéré qu'elles étaient l'opportunité de redynamiser l'enseignement agricole et de lui redonner à son prestige passé.

Il a insisté sur son intransigeance quant à l'action de blocage des corrections affirmant que « les élèves n'ont pas à faire les frais des divergences entre les personnels et le ministère », et a annoncé la tenue d'assises de l'enseignement agricole en octobre 2009 dont « l'objectif serait d'établir un diagnostic des besoins, des moyens, des conséquences des réformes. Cela n'empêchera pas la discussion sur les ETP, mais permettra de la replacer dans un cadre plus général. Ceci est essentiel pour l'enseignement agricole ». Le ministre a reconnu avoir de sérieuses difficultés avec l'enseignement agricole qui « est en paupérisation lente car on a laissé couler les choses en se disant que le malade va mourir en se taisant ». C'est la première fois qu'un ministre reconnaît aussi clairement que l'analyse faite par les syndicats depuis plusieurs années était la bonne .

Le SFOERTA a rappelé son attachement à l'enseignement agricole public, au sein du Ministère de l'agriculture, puis a dénoncé les attaques que subit cet enseignement depuis de trop nombreuses années, insistant particulièrement sur les suppressions de postes, classes, voire établissements.

Sur la question de la réforme de la voie professionnelle, le SFOERTA n'a pas manqué de signaler que le cursus en 4 ans avait fait de très belles preuves de réussite, qu'il dénonçait la mise en place du cursus en 3 ans. Enfin il a souligné qu'il n'était nullement satisfait par le BEPA dit « rénové ».

Sur la question de la mastérisation, le SFOERTA a indiqué qu'il est totalement opposé à cette réforme. Il s'est dit amer de n'avoir été entendu sur des propositions qu'il avait cependant avancées dans l'intérêt des nombreux agents non titulaires, en particulier sur l'allongement de la période transitoire.

Le SNIAE a soulevé la situation catastrophique dans laquelle se trouvent les établissements pour la rentrée 2009, insistant sur la double pression : contingentement sur les effectifs (plafonds de recrutement des élèves) d'un côté, et restriction drastique des moyens en personnels de l'autre. Il a aussi insisté sur le nécessaire travail à réaliser sur les ingénieurs en établissement.

La délégation Force Ouvrière a dénoncé la présence des forces de l'ordre lors de l'action de blocage des centres de corrections d'examen et a demandé un signe fort pour débloquer la situation et lever l'inquiétude sur la rentrée. Elle a revendiqué notamment :

- L'assouplissement du système des plafonds de recrutement des élèves,
- Le ré-emploi de tous les ACEN et la transformation des 90 000 heures supplémentaires en postes,
- Que soit portée une attention particulière à la situation des personnels administratifs et de santé.

Le Ministre a affirmé qu'un signe fort serait donné durant l'été, mais qu'il refusait de rentrer dans une logique de « donnant-donnant » ; qu'avant toute chose, les résultats aux examens devaient être proclamés.

Il a précisé, que tout serait fait pour que l'enseignement agricole public dispose des enseignants dont il a besoin, mais qu'il ne pourra échapper au re-calibrage qui touchera tous les ministères.

Force Ouvrière prend acte de l'intérêt que nous dit porter le Ministre à l'enseignement public agricole. Mais cela doit se traduire par la satisfaction des revendications urgentes pour la rentrée scolaire.

Paris, le 3 juillet 2009